

Mes Chers Camarades,

Vous avez choisi LILLE pour cette réunion et tous les échos individuels que j'en ai reçus depuis ce matin, émanaient de camarades qui étaient satisfaits de l'évolution que vous avez décidés pour le Courant B, satisfaits également de se retrouver, satisfaits d'une certaine ambiance que nous avons toujours su sauvegarder.

Je crois que le choix de LILLE est important, non pas parce que c'est la ville du Premier Ministre, mais parce que c'est une ville de France parmi celles qui sont les plus marquées par le monde ouvrier. LILLE est le témoin de l'histoire naissante du mouvement ouvrier et de la création du parti ouvrier créé avant même la S.F.I.O. en 1905 et du parti ouvrier français

C'est évidemment la ville où fut chantée pour la première fois l'INTERNATIONALE.

Un discours sentimental sûrement, avec aujourd'hui une des réunions les mieux réussies du courant B, à un moment où nous changeons de pavillon.

Un discours de Premier Ministre ? Certainement pas. Je m'en garderai. Je pense que ce n'est pas le lieu, ce n'est pas le moment, encore que tout à l'heure on pourra revenir un peu sur les sujets qui vous préoccupent pour la France.

Un discours de regret ?

En me mettant au milieu de vous, en tous les cas, moi je n'en ai pas du tout, sûrement pas !

Un discours d'avenir ?

Assurément. C'est ce qu'on dit les uns et les autres dans des interventions. D'ailleurs, celles que j'ai entendues étaient de qualité, comme, m'a-t-on dit celles qui avaient eu lieu sur le ton de la conversation depuis ce matin.

Cette décision que vous prenez aujourd'hui, est de la plus grande importance. Finalement, il y a des décisions qui ont l'air d'aller de soi, mais nous aurions pu en décider tout autrement, et cela n'a pas été si simple.

Croyez-le, un jour tout cela s'écrit.

.../...

J'ai voulu, intensément, que le Courant B retrouve le Courant A, pour former un Courant AB.

Je pourrais quitter les lettres pour prendre des numéros, pour prendre des noms de fleurs, peu importe. L'essentiel, c'est que nous puissions nous retrouver.

C'est une décision capitale, et je voudrais que vous la ressentiez comme une victoire politique du Courant B. C'est une victoire politique du Courant B car chacun, avec le recul, a pu mesurer que le Congrès de Metz, a été une péripétie. Un moment où des rapports de force se sont établis à l'intérieur du Parti Socialiste. Mais on ne fait pas de politique sans établir de rapports de forces.

Le Courant B était à Epinay, c'est-à-dire, vous tous. Vous savez fort bien la décision que nous avons prise à Epinay de constituer le nouveau parti, et je ne parle pas de ceux qui étaient dans la majorité à Epinay et de ceux qui étaient dans l'opposition. Nous nous sommes ensuite tous rassemblés.

Les choses sont, par conséquent, parfaitement nettes. Nous avons été autour de François MITTERRAND : c'était Grenoble, c'était Pau, c'était Nantes. Metz, n'y revenons pas.

Cela dit, je ne regrette rien. C'était une péripétie dans l'histoire du Parti Socialiste, une péripétie qui concernait les hommes, beaucoup plus que les idées, car à ce Congrès, on a réussi ce tour de force, absolument extraordinaire, de mettre dans l'opposition des camarades qui pensaient exactement la même chose, ou à peu près, que ceux qui étaient dans la majorité. Et, je pense que ce fut une grossière erreur collective.

Nous aurions encore été plus forts en Mai 81 et mieux armés politiquement si on avait pu éviter le Congrès de Metz. Mais après Metz, il y a eu la victoire de 81, et Valence. Aujourd'hui, à Bourg-en-Bresse, nous allons tous nous retrouver dans ce grand courant, et c'est une façon pour nous d'être fidèles à nos engagements, car je n'aurais pas voulu, devant l'histoire, que le courant apparaisse comme un courant qui n'était pas à Epinay.

Mes camarades, je crois que les rapports qui existent entre nous existeront toujours, mais il faut bien savoir que les rencontres pour des idées, les rencontres pour parler de politique, se feront nécessairement suivant une autre tonalité, suivant d'autres règles, car nous devons aller dans ce courant majoritaire avec la main ouverte.

.../...

Seulement, nous devons savoir exactement ce que nous sommes, et c'est peut-être au moment où l'on aura d'autres types de réunions, que je souhaite définir quelles étaient les caractéristiques de ce Courant B. De ce Courant B avec des caractéristiques qui ne se rapportent pas seulement à ceux qui ont connu les péripéties des dernières années, mais que doivent connaître les jeunes que je vois ici nombreux, et je m'en félicite.

La première caractéristique de ce mouvement, c'est presque de la morphologie qui concerne les militants du Courant B et certains de ceux qui sont au Courant A, c'est que nous sommes des majoritaires, nous avons le tempérament majoritaire.

C'est vrai, nous avons été mis dans l'opposition. Nous avons été la minorité et je pense que vous pouvez être satisfaits de la façon dont vous vous êtes comportés en étant minoritaires du Parti Socialiste

nous avons prouvé

On ne s'y est pas si mal débrouillé, et*à tous ceux qui pensaient que nous allions nous y perdre que nous avons tôt fait de nous y retrouver non pas minoritaires mais majoritaires, et en tous les cas, avec les responsabilités que vous savez.

Il faut essayer d'être majoritaire, croyez-le.

Il n'est pas écrit que dans le Parti Socialiste, il soit absolument nécessaire, qu'il y ait toujours des minorités. Si, les camarades sont en réel désaccord, qu'ils forment une minorité, qu'ils soient dans l'opposition !

Mais, nous avons besoin d'une grande majorité dans le Parti, et si on écrivait l'histoire du Parti Socialiste et surtout l'histoire de ses faiblesses, on dirait que depuis un siècle, il a consacré trop de temps à se battre sur lui-même, et les socialistes, à se battre entre eux, plutôt que de conjuguer toute sa force contre le pouvoir, contre la droite, contre les adversaires.

Alors, dans ce Congrès de Bourg-en-Bresse, je voudrais que ceci soit dit très clairement. Moi, je ne me pose pas le problème de savoir qui va être dans la minorité, et je n'ai pas à le poser non plus puisque je suis sur le côté pour le moment.

Je me pose seulement le problème de faire en sorte que tout le monde soit dans la majorité. Tous. Ce serait une belle victoire sur nous-mêmes.

.../...

Je ne vois pas comment d'ailleurs on pourrait renvoyer dans la minorité ceux qui se sont très bien comportés. Quant aux autres, ceux qui ont des discours publics, il faut leur faire subir un examen de qualification.

Il faut leur dire : "on vous veut dans la majorité, mais comme vous avez fait des erreurs de pilotage, et que vous vous êtes trompés, en tous cas, que ce que vous avez dit publiquement n'était pas à dire, veuillez passer un examen devant la collectivité rassemblée qu'est le Congrès".

Veuillez nous dire : "on a pas l'habitude des socialistes, c'est-à-dire, on regrette ce qu'on a fait. Dîtes quand même que vous prenez l'engagement de soutenir le Président, et de soutenir le Gouvernement, et puis essayez de nous expliquer que vous viendrez dans la majorité et que si vous n'êtes pas capable de subir cet examen de qualification, alors là, seulement, prenez votre place dans l'opposition."

Nous sommes par conséquent des majoritaires, et le Parti a besoin d'un grand courant majoritaire.

La deuxième caractéristique de ce Courant B, c'est qu'il préserve entre vous un comportement chaleureux et sympathique.

Il y a des imbéciles qui disent que les amis de Pierre MAUROY, le Courant B, c'est certainement une réussite sur le plan de relations humaines, l'air de dire que tout cela est très secondaire.

Moi, je ne pense pas que ce soit secondaire car je ne sais pas ce que l'on aurait à faire dans un Parti Socialiste qui parle du bonheur des gens, qui parle de régenter la société, si dans le même temps il fallait que les uns et les autres se fusillent au lieu de s'embrasser et en tous les cas organisent des parties de croche-pieds.

Il faut savoir rassembler les camarades dans une assemblée fraternelle et je crois que cette démarche là, nous devons la garder.

Permettez-moi de dire en plus aux imbéciles, que la tradition de la fraternité et de la solidarité, c'est une tradition ouvrière, qui se perd au fur et à mesure que l'on s'élève dans la société. C'est la bourgeoisie qui n'a pas ces traditions.

S'il faut légitimement souhaiter que beaucoup de fils d'ouvrier deviennent polytechniciens, énarques, issus des plus grandes écoles, il ne faut pas que ceux-là, lorsqu'ils sortent de leurs études, oublie cette loi de solidarité, et cette loi de fraternité, faute de quoi le socialisme perdra peut-être ce qu'il a de plus précieux, c'est-à-dire une certaine qualité de la vie au niveau de la relation humaine.

A quoi servirait de changer la vie et de parler de la qualité de la vie, si véritablement nous ne pouvons parler que d'une sorte de socialisme complètement désincarnée, complètement déshumanisée.

La troisième caractéristique, et c'est de loin la plus importante, c'est notre caractère d'authenticité.

Au lendemain d'Epinay, nous étions destinés à être par terre.

Si cela ne s'est pas produit, c'est parce que d'une certaine façon nous avons l'éternité dans le socialisme. C'est notre authenticité : il n'y aura pas de socialisme si nous ne restons pas légitimement héritiers de la lutte des prolétaires du 19ème siècle.

C'est cela qu'il faut comprendre, c'est cela qui est fondamental. Personne ne pourra le réinventer, personne ne pourra dire qu'il vient du ciel ou que tout d'un coup, il sort d'une abstraction intellectuelle. Personne ! Il n'y a aucune aventure humaine qui ait vraiment fait le tour du monde, qui se soit vraiment imposée et qui soit celle des nantis.

Toutes les plus grandes aventures humaines viennent de ceux qui ont souffert, de ceux qui se sont battus et bien souvent de ceux qui l'ont quelquefois payés de leur vie.

Je place le socialisme qui est naissant, qui n'a qu'un siècle, au niveau des plus grandes aventures de l'humanité. Regardez déjà, le tour du monde qu'il a fait, en un siècle !

L'idée de Dieu, dans un tout autre domaine : s'il n'y avait pas eu les bergers, s'il n'y avait pas eu le Mont des Oliviers, s'il n'y avait pas eu le Nouveau Testament, il n'y aurait pas l'église d'aujourd'hui, il n'y aurait pas les deux millénaires de la chrétienté. C'est vrai aussi pour l'Islam avec Mahomet.

Je veux dire par là, que cet immense mouvement s'est appuyé, bien entendu, sur des hommes et des femmes, qui ont commencé cette histoire.

Eh bien, l'histoire du socialisme, c'est un jour la reconquête du monde, par ceux qui ont le plus souffert, par ceux qui ont été les plus opprimés contre ceux qui les ont opprimé.

Il n'y aura pas de socialisme s'il n'est pas issue directement de cette révolte des prolétaires, si la tentation de certains socialistes était de s'en écarter, et cela produirait des "néos", des socialistes socio-démocrates, etc... et enfin des gouvernements qui tombent.

Notre responsabilité ne se situe pas seulement au niveau du gouvernement, au niveau du septennat, mais au niveau d'une longue histoire humaine qui commence, qui a marqué ce vingtième siècle, et qui doit marquer le troisième millénaire.

Non seulement, nous devons rester avec cette légitimité, que d'une certaine façon, nous allons retrouver avec nos camarades A - et vous pourrez relever la tête sur ce plan-là - en disant que cette légitimité là, François MITTERRAND a toujours su ce qu'elle représentait.

Autrement, celui qui vous parle ne serait pas Premier Ministre, croyez-le.

Il a toujours su ce que cela représentait, et que le Parti et ses militants doivent le savoir.

Vous allez me dire ; "mais cette révolution industrielle, on va s'en éloigner ?"

Vous avez un nouveau testament à écrire sur l'histoire industrielle et sur l'histoire des prolétaires de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème siècle !

Et je dis à tous ceux qui vieilliront, qui ne sauront pas quoi faire de leur retraite : qu'ils se plongent dans la réflexion, et qu'ils écrivent cette histoire ! Pour la pérenniser, et assurer par conséquent, la propagation de ces idées nouvelles.

Voilà pourquoi, nous devons avoir, sur l'Union de la Gauche, une attitude qui n'est pas celle des autres. Dans le Parti Socialiste, j'ai participé aux petits jeux d'étiquettes. On y a tous participé !

Et tranquillement, je parle de moi, car je ne voudrais accuser personne du qualificatif que je vais lancer maintenant : j'étais le plus parfait droitier que l'on puisse concevoir dans le Parti Socialiste.

.../...

Droitier. Ah, ils ajoutaient quand même :
"vous savez, à la façon des gens du Nord...".
Et par une espèce d'alchimie subtile dont on ne comprend pas encore exactement comme elle a été faite, voilà que ce droitier devenu Premier Ministre, devient le plus gauchiste des gauchistes !
Que celui qui est au Gouvernement et ailleurs, est à l'avant-garde de la Gauche !

Mais, c'est compréhensible : cela veut dire qu'à l'intérieur du Parti Socialiste, on s'amuse à des petits jeux d'intellectuels.

Qu'on a la sottise de se prendre à ces jeux-là, de se battre, de discuter, de passer des nuits fiévreuses autour de toutes ces idées de se compartimenter, de voter, les uns se présentant d'une certaine façon, les autres d'une autre... les révolutionnaires, et puis les autres... Eh puis, quand on est au gouvernement, avec les responsabilités, le peuple a tôt fait de reconnaître ceux qui justement représentent ce peuple de travailleurs. Alors, tout ce jeu d'étiquettes, et toutes ces petites idées auxquelles on s'amuse quand on est dans l'opposition, dans le Parti Socialiste, tout cela disparaît lorsqu'on est devant les réalités du pouvoir, c'est-à-dire lorsque véritablement on se coltine la construction de la société que nous voulons mettre en place.

Je caricature encore un peu sur ce plan là, mais je crois que nous devons tout de même tirer un certain nombre de conséquences.

Je trouve singulier que ceux qui critiquent maintenant le gouvernement, -je parle de certains socialistes-, et qui trouvent qu'on en a fait trop pendant la première année, sont ceux qui pendant des années et des années nous ont toujours dit que nos programmes n'étaient pas suffisamment avancés !

Qu'il en fallait toujours plus ! Toujours d'avantage !
Et que c'était devenu une sorte de critère, de clivage entre nous, entre ceux qui voulaient plus, et ceux au contraire qui étaient réalistes.

C'est à méditer et il faudra vous en souvenir, parce que ce jeu, de temps en temps, reprendra. Alors, il faudra se faire un clin d'oeil.

Et ceci, nous amène aussi à avoir des sensibilités à l'égard des autres partis ouvriers, prolétariens.

"MAUROY s'entend avec FITERMAN" entend-on dire.

Je m'entends pas mal avec FITERMAN, mais le problème n'est pas là. Je m'entends bien avec tous les ministres du gouvernement, en particulier avec ceux qui sont socialistes et qui sont du Courant B ; mais aussi, avec les autres, bien entendu !

Je crois tout simplement que si je reste aussi critique à l'égard du communisme incarné là-bas, le communisme français c'est encore autre chose.

Je crois que vous devez par votre comportement et ce vous dites faire en sorte que l'ouvrier communiste, même s'il se trompe, ou si vous pensez qu'il se trompe, reconnaisse que vous êtes d'un parti qui est un parti ouvrier, qui est un parti de gauche, car nous avons besoin de rassembler toute la gauche.

J'ai connu dans ma jeunesse, des gouvernements socialistes harcelés par la droite et harcelés sur leur gauche par le parti communiste. Je souhaite bon courage à ceux qui trouvent que ce serait la bonne solution ! Faites en sorte que cela arrive le plus tard possible.

Je pense que le parti communiste est là bien, qu'il a des problèmes, mais les socialistes en ont aussi.

Ce n'est simple, ni pour eux, ni pour nous, mais croyez-le, l'Union de la Gauche est indispensable. Des circonstances extérieures, ou même des circonstances intérieures, peuvent lui porter des coups redoutables, mais dites vous bien que si un jour il devait y avoir un gouvernement où la gauche ne serait pas représentée dans sa totalité, alors là, ce serait le commencement d'autre chose, et le commencement des réelles et graves difficultés.

Parce que je vais vous faire un aveu. Un jour, je ne serai plus Premier Ministre. C'est inscrit, dans une logique.

Je sortirai de Matignon, plus à Gauche, certainement, que j'y suis rentré. Car, tout au long de mes années de militant socialiste, j'ai pu mesurer le danger, les pressions de la droite. Il m'est arrivé quelquefois de penser qu'on exagérait un petit peu : Eh bien, on n'exagère pas !

Je voudrais vous dire que là où je suis, je vois toute l'étendue de ce pouvoir, je vois toute l'étendue de sa pression, je vois comment l'intelligentia française, -pas toute, mais dans sa majorité-, est finalement, après y avoir réfléchi, plutôt du côté de la droite que du côté de la Gauche.

.../...

C'est un problème qui n'est pas seulement politique, mais qui est culturel.

Je vous demande de penser à la pression de cette techno-structure qui a été mise en place, et qui comprend même des gens de Gauche.

C'est vrai que la société évolue ; c'est vrai qu'il y a tous ceux qui sont des cadres et des cadres supérieurs. Mais considérons quand même, cette espèce de faiblesse que certains hommes de gauche ont devant la campagne qui est actuellement dirigée contre nous, contre le gouvernement :

"il ne faut surtout pas toucher à ces petits malheureux qui sont les cadres supérieurs, ne pas toucher à tous ceux qui ont des revenus élevés, surtout il ne faut pas faire cela".

Voyez de quelles façons ces idées là se diffusent de tous les côtés et viennent quelquefois jusque sur ma table de Premier Ministre !

Alors, je dis aux ouvriers, je dis à l'écrasante majorité des français, qu'il faut que la Gauche s'organise, qu'il faut savoir vraiment quel est le complot permanent mené contre l'ensemble du peuple français

Dans le débat sur la fiscalité qui s'engage, je dis que c'est vrai qu'il faudra augmenter les cotisations sociales ! c'est vrai qu'il va falloir faire un effort. On ne fera pas augmenter les cotisations sociales, on ne fera de prélèvements sur les fonctionnaires, ou sur l'ensemble des salariés, ou sur l'ensemble des français, si parallèlement, on ne demande pas un effort supplémentaire aux plus gros revenus.

Ah, je sais bien que quelques uns gagnent quelques points dans les sondages en essayant de faire des risettes à certaines catégories ! Mais, nous devons tout de même rester dans la mesure. Ceux qui ont 20 000 ou 30 000, 40 ou 50 000 Frs par mois et davantage, je veux bien prendre mon mouchoir et avoir une larme pour eux, mais à la condition qu'ils pleurent et que l'on amène des seaux devant tous ceux qui ont moins de 7 000 Frs par mois, et devant tous ceux qui ont moins de 5 000 par mois, devant ceux qui ont moins de 5 000 Frs, ou ceux qui sont au SMIC, et tous ceux qui n'ont même le SMIC ! Qu'est ce que ça signifie ?

Ils vont partir à l'étranger ?

Comment donc ? Il ne va plus y avoir de responsables ?

C'est terminé ?

C'est le découragement ?

On ne trouvera plus de Président d'Air France, on ne trouvera plus de Président pour l'E.D.F., on ne trouvera plus de banquiers, on ne trouvera plus? ...

Eh bien, je me dis que si les cadres en France en sont là, si c'est seulement l'argent qui les motive, s'ils n'ont aucune vertu, alors je ne me trompe pas, c'est le peuple qui l'emportera parce que lui garde la vertu.

Enfin, c'est le dernier point, je pense que nous devons avoir le souci de l'organisation. Le socialisme ne pourra pas assurer sa perrenité face à ce que je viens de vous dire, la force de la droite, la force de nos adversaires, si nous ne savons pas organiser notre outil. c'est-à-dire le Parti.

Je souhaite que vous ayez toujours le sens du Parti et le sens de son organisation. Les socialistes isolés, la bourgeoisie n'en fait qu'une bouchée ! Les petits groupes de socialistes par ci par là, ça ne compte pas, ou alors ceux-là, on les met de côté, d'autant plus facilement que l'on dira : "Ils ont de bonnes idées, des idées généreuses mais ils sont inoffensifs parce qu'ils ne sont pas nombreux, ils sont divisés". Pour des socialistes individualistes, qui font leur petit numéro de drible, comme dans les équipes de football où il n'y a pas la loi de la solidarité, c'est la même chose. Nous avons besoin d'être unis alors que peut-être, pendant ces 2 ans, nous avons manqué un peu de cette grande organisation d'un parti, qui non seulement soutient le gouvernement, mais porte le message à la population.

Je voudrais prendre un seul exemple : ce qui se passe sur le plan de la sécurité et tout à fait inacceptable !.

Le sentiment d'insécurité existe, certainement. Mais la société rurale, rappelons-le, était plus homicide que la société industrielle d'aujourd'hui. Ce qui est en cause, dans l'augmentation d'une certaine délinquance, c'est la concentration dans les villes. La France a été de tous les pays européens, de tous les pays industriels, celui qui est resté le plus longtemps rural ; c'est vrai que la société rurale ne connaissait pas ce type de délinquance : on volait dans les champs, on empoisonnait son voisin pour une question d'héritage, on prenait son fusil de chasse pour des questions de bornage, mais on ne voyait pas les formes de délinquance que l'on connaît maintenant et qui se généralisent surtout dans les grandes villes.

C'est un phénomène qui a accompagné tous les pays où s'est faite cette concentration urbaine, ce qui s'est produit en France au cours de ces 20 dernières années.

Personne ne dit cela !

Personne ne souligne cela !

.../...

C'est parce que nous sommes au pouvoir que tout d'un coup, on voit l'augmentation de la délinquance ! Moi, j'estime que le combat du Gouvernement, du Président et du Gouvernement, de BADINTER en particulier, a été courageux.

Il a maintenu au niveau de la justice les plus grandes idées qui ont honoré la Gauche à travers tout le 19ème et le 20ème siècle et le fait que son nom, pour des raisons que vous savez, et qui nous rappellent les plus mauvais moments de notre histoire, soit inscrit dans toutes les latrines de France, avec des petits dessins que vous n'avez pas manqué de voir, aurait dû susciter de la part des français, de la part des socialistes, de la part du peuple de gauche, de vous, de tous une formidable manifestation, de la Nation à la Bastille !

Il aurait fallu montrer de quelle façon nos grands principes ont été mis en application, comment nous avons supprimé la peine de mort, comment nous sommes du côté de ceux qui ne désespèrent pas de l'homme, et qui ont une vision optimiste de l'avenir et de l'histoire parce qu'ils croient en l'Homme !

Quand on voit au Gouvernement, quelques soient les problèmes, quelque soit l'étendue de la crise et quelques soient les difficultés que l'on rencontre, à aucun moment nous ne devons être infidèles à nos principes surtout lorsqu'ils sont les plus beaux.

Je crois que ceci doit être dit au Congrès et que le Congrès devrait décider que si ces campagnes recommencent, nous irons dans la rue.

Je m'honore d'être un Premier Ministre qui, jusqu'à maintenant n'a pratiquement pas vu d'ouvriers défiler dans la rue. Ils sont restés chez eux, sauf quelques petits cas. Par contre, j'ai vu quelque chose de singulier, que l'on devrait souligner davantage : j'ai vu dans la rue des gens qui n'y étaient jamais. Jamais, on n'avait vu des patrons des petits patrons, des gros patrons, des pharmaciens, des médecins, des dentistes... des gens qui sont toujours restés au chaud, qui ont toujours regardé passer les ouvriers dans la rue, disant :

"il faut supprimer ces manifestations là, Monsieur Le Maire, qu'est-ce qu'elles apportent ?" Et depuis 2 ans, bientôt deux ans et demi, on a vu ces gens là défiler dans la rue...

Dites vous bien que lorsqu'on écrira l'histoire de ces premières années, et je pense bien que cela durera pendant 7 ans et au-delà, on trouvera encore bien des exemples de jours qui ont vu défiler ceux qui n'ont pas eu l'habitude de marcher...

Trois temps :

Je voudrais maintenant dire un seul mot sur l'action gouvernementale, très rapide, d'autant que les uns et les autres en ont parlé : j'ai entendu Robert sur le plan international, Jean a parlé des problèmes économiques. Il faut retenir cela au Congrès. D'ailleurs, il faudra essayer d'imposer ces trois temps, un moteur à trois temps...

La première année : le respect des engagements, et que personne n'aille dire que je dois reconnaître avoir trop donné aux smicards, avoir augmenté l'allocation pour les handicapés, que je dois m'excuser d'avoir fait la loi de nationalisation et celle de la décentralisation.

Dans la première année, le gouvernement a appliqué le programme qui lui a été présenté par Le Président de la République, qui était notre programme à nous.

Tous les experts annonçaient une relance pour l'été 82 et nous avons fait cette relance qui était absolument nécessaire pour accomplir notre action, et même s'il y a eu une incidence, l'histoire dira exactement qu'elle a été son importance par rapport au déficit que nous avons trouvé et par rapport à la montée du dollar.

La seconde période a été terrible !

Quant on a été pendant plus d'un demi-siècle hors du pouvoir, qu'on représente l'attente et l'aspiration du peuple, on ne vient pas pour annoncer la rigueur. Mais, la crise est là, c'est la crise d'un régime que nous combattons depuis ses origines, mais dont nous devons tenir compte puisque nous assumons les responsabilités gouvernementales et que nous devons naturellement prendre en compte les difficultés. Et ça a été la rigueur.

Ce que j'ai proposé à l'époque, il n'y a pas un économiste qui le proposait.

Ils ont tous été un peu épouvantés par la proposition que j'ai faite, à savoir le blocage des revenus et des prix, décision qui n'avait jamais été prise par aucun gouvernement, et vous savez que c'est à partir de cette décision, de ce blocage, de ce qu'il a entraîné comme choc psychologique, que le mouvement de rigueur a été engagé.

De cette rigueur, nous commençons à voir les premiers fruits, ce qui, j'en espère, assurera l'assainissement de l'économie française. C'est une rude tâche pour des gens de Gauche, pris à contre pied de l'histoire.

.../...

Mais si on ne le faisait pas alors, si on n'avait pas été capable de proposer au Président de la République cette décision là, alors j'aurais été partisan que le Parti Socialiste n'aille jamais plus au gouvernement, et combatte la société capitaliste non pas au gouvernement, mais en dehors du gouvernement.

Vieille thèse qui a été défendue dans les rangs du mouvement ouvrier à plusieurs reprises. Je pense que nous avons raison d'être au gouvernement et que dans une période de crise, on est obligé d'assainir l'économie, autant que possible pour faire mieux que la droite.

S'il est écrit que c'est un gouvernement de gauche qui a guéri la France du mal inflationniste, ce sera tout de même une immense réussite. Si nous ne le faisons pas, il n'y a aucune chance pour la France de se classer au niveau des grands pays industriels ; elle sera derrière l'Allemagne, derrière la Grande-Bretagne, derrière bien d'autres pays qui ont émergé

La crise, c'est une mort d'une certaine façon, la mort lente d'une certaine société industrielle mais c'est aussi une naissance.

C'est la naissance d'une nouvelle société industrielle avec d'autres technologies, électroniques, informatique.

Alors, nous sommes au coeur de cela, lutter contre l'inflation c'est une rude bataille.

Monsieur BARRE, premier économiste de France, appelons-le Monsieur 14 %. nous avait laissé 14 % d'inflation. Avec nous ce 14 % est passé de 10 % à 8 % et nous irons à 5 % car ce qui est important, c'est ce qui va se passer ce second semestre.

Vous allez voir, reporté sur une année, cela fera 6 % et nous passerons donc au 31 Décembre sur la pente de 6 % et en ligne donc vers 5 %.

Le commerce extérieur : on n'en a parlé tout à l'heure, je n'y reviens pas. Il se redressera. Ce sera une longue affaire.

Le chômage : rude bataille que le chômage !

Ne vous laissez pas enfermer dans un discours que la droite prépare. C'est vrai, il y aura vraisemblablement 200 à 300 emplois perdus sur 83-84. Mais, c'est vrai aussi que nous pouvons maintenir le nombre de chômeurs autour de 2 millions.

Vous dites, comment faites-vous? Comment avons nous fait avec les contrats de solidarité ?

A droite, ils diront : "ils trichent".

Ils n'y connaissent rien à la classe ouvrière et au peuple. J'aimerais bien que sur ce sujet la gauche et tout le Parti Socialiste appellent les français à la réflexion, car maintenir 2 millions de chômeurs, qu'est ce que ça veut dire

D'abord que la société se pervertie : n'oubliez pas que dans les 2 millions de chômeurs, il y a un million de moins de 25 ans, et que l'on a pas le droit d'immobiliser comme cela un million de jeunes, qui ne pourront pas entrer sur le marché du travail. Même en période de crise, même lorsque le chômage s'aggrave, il faut prendre des dispositions pour que ces jeunes là puissent se présenter sur le marché du travail.

Pour cela, bien entendu, il faut permettre a un certain nombre de quitter ce marché du travail. Lesquels ?

Ceux qui ont 55 ans, ceux qui effectuent des travaux pénibles, ceux qui sont dans des secteurs très marqués par la crise et par le chômage. Je crois que plutôt que de leur donner des indemnités de chômage jusqu'à 60 ans, on peut les sortir du chômage, et les amener vers leurs retraites.

Il ne faut pas connaître le peuple, ne pas connaître le monde ouvrier pour raisonner comme je vois le faire dans les hebdomadaires ou dans certains journaux. Quand nous étions dans une période de prospérité relative, lorsqu'il y avait un taux d'expansion qui était de 5 à 6 %, je me vois encore, Conseiller Général du Cateau-Cambrésis recevoir tous ceux qui venaient me voir. A ce moment là, il n'y avait pas de chômage, il y avait du travail. Que venaient-ils me demander ?

.../...

Ils disaient : "Monsieur MAUROY, j'en peux plus, j'ai 52 ans, 53 ans, 50 ans, je ne peux plus travailler. Je suis usé par le travail".

Ne pourriez-vous pas faire quelque chose pour que je sois mis en congé longue durée à la Sécurité Sociale ?".

Alors, que faisait-on ?

Des interventions, pour essayer de les soulager.

La sécurité sociale avait raison d'être dure mais entre le congé longue durée et l'état vraiment lamentable dans lequel certains se trouvent je pense que dans une période de crise, il vaut mieux ne pas infliger un an ou un an et demi de chômage à certains mais prendre des mesures, autrement dit, personnaliser le chômage. Il faut prendre un certain nombre de décisions pour permettre à ces travailleurs de sortir du chômage.

J'ajoute que le plan de rigueur est prévu pour 18 mois, c'est-à-dire de Juin 82 jusqu'au 31 Décembre. A partir de Janvier, il ne faudra tout de même pas rester sur les indices.

J'ai eu l'occasion de dire en Juillet et de le répéter récemment dans un article du Monde :

"Il faut absolument maintenant parler du Plan, des objectifs du Plan. les objectifs du Plan, c'est l'industrialisation du pays, les objectifs du Plan, c'est un effort formidable pour la recherche, les objectifs du Plan, c'est l'éducation.

L'industrie : que signifie l'attitude de ces patrons, et en particulier du premier d'entre eux, qui est une pleureuse, qui ne cesse de se plaindre, de gémir ?

C'est quand même extraordinaire d'opprimer les gens pendant 50 ans comme le patronat l'a fait et de jouer les pleureuses perpétuelles sur le perron de l'Elysée ou sur celui de Matignon, alors que l'industrie française a un effort considérable à faire pour le commerce extérieur.

J'ai eu l'occasion de revoir celui qui était mon professeur d'Histoire-Géographie à Cambrai et qui, ensuite, a préparé l'ENA.

Il est maintenant un haut-fonctionnaire du commerce extérieur.

Je l'ai invité l'autre jour à Matignon et nous avons discuté.

C'est quelqu'un qui a passé 25 ans à bien analyser les problèmes du commerce extérieur français. Il m'a dit :

" Les mesures que vous êtes en train de prendre auront des succès dans l'année, des succès conjoncturels : mais, structurellement, c'est un effort de 10 ans, c'est un effort de 15 ans qui est nécessaire".

Il a ajouté : "L'industrie française est en déclin et pas depuis que la Gauche est au pouvoir, déjà avec Giscard d'Estaing, et bien avant".

Depuis 1960, l'industrie française est en crise pour de nombreuses raisons, plus personne ne veut aller dans la mécanique par exemple : comptez le nombre de polytechniciens qui sont dans la mécanique en France ! Il n'y en a plus.

En France, on va vers la technologie de pointe, on va vers le nucléaire, mais pas du tout vers la mécanique.

Manque de cadres ? Sûrement. Mais pourquoi manque de cadres ? Eh bien pour une raison sur laquelle il va nous falloir réfléchir. J'ai eu l'occasion d'en discuter longuement avec le Président de la République. En France, tout le monde veut servir le roi, entendez-moi, le roi c'est aujourd'hui la république. Tout le monde veut servir l'Etat. Chaque année, ceux qui sortent de nos plus grandes écoles n'ont qu'une ambition : servir l'Etat, si bien que rue de Rivoli en particulier où l'on accoure de tous les côtés, se trouve la fine fleur de France, une certaine intelligentia des fonctionnaires.

C'est sans doute une bonne chose, mais il y a manifestement un manque en ce qui concerne l'industrie, en ce qui concerne le privé.

Si l'on compare la situation française avec la situation des autres pays, on s'aperçoit que dans l'enseignement il a fallu un effort de 20 ans pour se mettre au technique et essayer de le rééquilibrer avec le classique et le moderne.

De la même façon, au niveau de la formation un immense effort est à faire. Je me demande si on ne devrait pas augmenter les contingents des grandes écoles, en particulier des grandes écoles techniques, en tous les cas multiplier les I.U.T. et multiplier la formation

.../...

Immense programme sur lequel je vous demande de réfléchir.

J'ai voulu simplement essayer de définir ce que nous sommes.

Que l'on soit dans le Courant B, que l'on soit dans un Courant AB, ou que l'on soit dans le courant de la rose, peu importe, il faudra rester ce que nous sommes.

Je pense que les idées que j'ai développé sont suffisamment fortes pour que nous puissions marquer le terrain où nous sommes. Ensuite, j'ai parlé de quelques problèmes gouvernementaux et je voudrais en terminant, dire que finalement au dessus de tout cela, nous n'avons qu'un objectif : réussir !

Nous sommes restés pendant tant d'années dans l'espoir de venir au gouvernement !

Nous y sommes, certes avec la crise, mais dites-vous bien que s'il n'y avait pas la crise, nous y serions pas !

La droite ne nous aurait pas permis de venir au pouvoir par les jours d'été. Nous devons réussir pour ceux qui nous ont fait confiance, pour ceux qui ont fait confiance à François MITTERRAND, qui ont fait confiance au gouvernement, qui ont fait confiance aux militants socialistes.

Nous devons réussir pour eux bien sûr, mais pour les Français et les Françaises qui aujourd'hui nous regardent. Nous devons réussir pour vous, pour notre expérience de militant. Je dirai surtout que c'est important de réussir pour le symbole que Mai 81 représente pour les années à venir. Rappelez-vous la façon dont on a vu 36 !

Pensez à la façon dont on a parlé de 36 ! Aussitôt après 36, c'est la même assemblée qui a fait 36, qui a soutenu Daladier et dont la plus grande partie a voté pour Pétain.

Mais, voyez comment, avec le recul, 36 est apparu ! Voyez comment on voit 45-46 ! Par conséquent, pensez au symbole. Si nous voulons que compte le symbole de Mai 81, il ne faut pas nécessairement apporter immédiatement tout ce qu'il y a de mieux à nos contemporains.

.../...

Il faut aussi préserver les principes qui ont traversé un siècle ou 2 siècles et qui doivent continuer.

Nous avons envie de montrer comment l'expérience d'aujourd'hui, le septennat d'aujourd'hui, s'inscrit dans le droit fil de l'histoire.

Par conséquent, le mot d'ordre qui doit nous rassembler, qui est au dessus de tout, au dessus des courants, au dessus du parti, qui doit nous mobiliser sans perdre d'ailleurs notre esprit critique, c'est réussir ! Il faut réussir !

Réussir, c'est savoir quelquefois braver l'impopularité, pour un certain nombre de semaines ou de mois.

Les paysans savent qu'on ne peut pas aller tout de suite à la moisson, qu'il faut semer avant de récolter, qu'il faut faire un certain nombre de travaux. Nous sommes dans ces travaux, c'est dur. Vous avez des courbatures peut-être, la migraine peut-être, mais je crois que les décisions qui sont prises sont des décisions justes, des décisions bonnes et qu'il faut au-delà des difficultés et du temps, assurer la réussite, non seulement d'une expérience gouvernementale mais du septennat.

Il faut que ce que vous êtes en train de faire maintenant, ne soit pas seulement marqué du sceau de la réussite du jour, mais marqué du sceau de la réussite pour les générations futures. C'est absolument indispensable, et c'est en pensant à cela tous les jours, que nous réussirons plus tard.